

# Les soldats du travail

Jean-Paul de Gaudemar  
*La mobilisation générale*  
Editions du champ urbain  
(74, rue de la Fédération,  
75015 Paris).

par Paul Blanquart

Notre société n'est plus qu'une grande usine diffuse, soutient Jean Baudrillard dans ses ouvrages récents (voir *l'Echange symbolique et la mort*, 1976). Certes, mais quels sont les caractères de cette diffusion, et par quel processus y est-on parvenu ? A la suite de Michel Foucault et de ses analyses sur la naissance de l'hôpital et de la prison, certains auteurs traitent de l'usine en termes de « grand renfermement ». Certes encore, mais le parallèle n'est-il pas simpliste, le mot trop peu précis, de quel type d'enfermement s'agit-il ? C'est à cette double question (la « diffusion » d'un « enfermement ») que Jean-Paul de Gaudemar et une équipe d'Aix-en-Provence se sont efforcés de répondre. Le résultat de leur recherche, à la fois historique, théorique et politique, est un livre d'une grande richesse, tant dans ses éclairages sur le passé que dans les perspectives qu'il ouvre sur l'avenir.

Angle d'attaque : la mobilité, c'est-à-dire l'ensemble des processus qui conduisent les hommes au travail. Voilà qui permet de penser le rapport social capitaliste de façon particulièrement globale, autrement que sous sa seule forme monétarisée par le salaire, et en amont de cette forme : l'aménagement de l'espace et du temps (quotidienneté), les stratégies institutionnelles (Etat, école), la relation psychologique au travail, etc. Et voilà qui aboutit à une périodisation

fort nette du développement capitaliste en France : trois grandes étapes, que séparent deux décennies-charnières (1880-1890 et 1950-1960).

Avant 1880-1890, il y a bien un contrôle de la mobilité ouvrière, mais il est d'abord d'ordre policier, répressif. La bourgeoisie a peur des populations flottantes. Il s'agit pour elle de canaliser le vagabondage (cet art populaire de la révolte), de discipliner la ville en mettant de l'ordre dans sa densité (c'est-à-dire dans son opacité). Il y a bien, au cours de cette période, une mise au travail industriel, mais elle utilise des formes élaborées auparavant et indépendamment d'elle. Dans l'usine (entendue ici au sens général de lieu d'usage des forces de travail), la volonté patronale, sous ses modèles successivement « panoptique » (voir Bentham) et « paternaliste extensif » (Schneider au Creusot), vise moins la productivité que la surveillance et la « moralisation » des populations. Le livret ouvrier est comparable à la cloche du lépreux.

## 1890, un tournant

1890, un tournant. Les organisateurs de l'économie l'emportent sur les policiers, la mobilisation pour la production sur l'encadrement répressif. C'est la vraie naissance de la France capitaliste. S'ouvre alors une longue période où s'expérimentent différentes formes de mobilisation spécifique, de la création de l'Office du travail à la professionnalisation progressive de l'école, qui aboutissent à la séparation du travailleur d'avec sa capacité de négocier sa propre force de travail (séparation qui s'ajoute à celle, analysée par Marx, du travailleur d'avec les moyens de production). La mise au travail s'y étend considérablement, en particulier avec la Guerre de 1914-1918

(en 1921, le taux d'activité, c'est-à-dire la part de la population active dans la population totale est de 71% pour les hommes et de 42% pour les femmes). Mais surtout, le modèle « machinique » fait sa percée

avec le taylorisme qui, bénéficiant du soutien de l'Etat, transforme qualitativement la mise au travail déjà effectuée : par lui, le critère organisationnel l'emporte sur celui d'autorité, l'utilisation de l'argument salarial transforme l'homme en mécanique, la norme est intériorisée, la classe ouvrière se recompose autour de la figure de l'« ouvrier-masse », c'est-à-dire de l'OS, au détriment du professionnel. Le contrôle du temps nécessaire à l'accomplissement d'une tâche, comme celui de la qualification, échappe désormais aux travailleurs. Et la mise sur pied, à partir de 1936, du modèle « contractuel », lié à l'émergence des organisations ouvrières

ne peut recarre pas la tendance : elle fait participer les divers « partenaires sociaux » à ces objectifs et à ces méthodes de production.

Pour penser cette évolution, Gaudemar propose le concept de « mobilisation relative » : mobilisation non plus extensive mais endogène, productivement performante. Et c'est déjà la troisième période qui, ainsi, s'amorce : en 1960, nouveau tournant, la mobilisation relative l'emporte sur l'extensive. La matrice capitaliste est enfin en place, car désormais le système sait produire lui-même les forces de travail que requiert son développement. Son emprise est totale sur les différentes circulations liées au travail.

Il se heurte cependant à de nouvelles contradictions. Mais celles-ci ne viennent pas du mouvement ouvrier tel qu'il s'est organisé lors de la période précédente. En effet, notamment par la création des bourses du travail et par leur acceptation (en commun avec le gouvernement du Front populaire) de l'organisation scientifique du travail, les syndicats ont également contribué à déposséder les travailleurs de leur propre mobilité et à les enfermer dans la nouvelle rationalité du travail. Et ceci en pensant que, outre une amélioration des salaires, un usage non capitaliste de cette rationalisation serait plus tard possible. Résultat : ces syndicats, construits peu à peu autour de l'ouvrier professionnel, sur l'héritage du syndicalisme de métier, se retrouvent déphasés par rapport à la nouvelle figure centrale de la classe ouvrière (l'« ouvrier-masse »), ses comportements et ses aspirations.

## Défense d'un mode de vie

Or, en cette figure, nous l'avons vu, la finalité de l'usine mobilise l'ensemble des circulations sociales. Il en découle, en elle, une pénétration des résistances au capitalisme, dans et hors usine. L'« ouvrier social » ainsi issu de la fusion usine/société tenace, en particulier depuis 1968, avec ses ancêtres d'avant 1880, qui défendaient un mode de vie contre le nouvel espace productif : de l'intérieur de sa déqualification, il critique le travail lui-même (absentéisme, sabotage) beaucoup plus qu'il ne réclame le contrôle de l'usine ; ses luttes urbaines (automobilisation) rejoignent la vieille indisciplinade des quartiers populaires, etc. Bref, les luttes internes à l'usine se répandent à l'extérieur, dans l'ensemble du champ social ; et les luttes menées partout ailleurs investissent de l'extérieur l'usine. Voilà de quoi penser la convergence de ce qu'on appelle aujourd'hui les « mouvements sociaux ».

Ce difficile mais passionnant travail confirme et souvent précise, avec de plus grandes qualités de synthèse, d'autres travaux récents, tant sur le passé de l'histoire ouvrière (voir en particulier, à propos du rôle de la guerre et du taylorisme dans la « mobilisation », les textes recueillis par le CERFI sous le titre *Le soldat du travail* (1) que sur les actuelles tendances de son évolution (notamment les travaux de l'Italien Antonio Negri).

L'organe de la CGT en 1908

# LA VOIX DU PEUPLE

Journal Syndicaliste paraissant le Dimanche

Organe de la Confédération Générale du Travail



Le Dragon à Raon-l'Étape



JEAN. — Comment dire au père quand je serai de retour, que j'ai tiré sur des ouvriers... !

Son retour à Villeneuve



LE MÈRE. — Ton père... mon ouvrier... ton père...

1. *Le soldat du travail : guerre, fascisme et taylorisme*, n° 32/33 de la revue *Recherches* (9, rue Pleyel, 75012 Paris), novembre 1978, 556 pages, 85 F.